

FLN

# Les raisons du silence de Saâdani

**En moins d'une semaine, deux ténors parmi les contestataires les plus en vue de Ammar Saâdani se sont succédé pour dénoncer publiquement l'actuel secrétaire général du Front de libération nationale, sans pour autant réussir à faire interrompre les «vacances» de ce dernier ! Curieuse attitude pour celui qui, pourtant, réagit d'habitude au quart de tour, pour beaucoup moins que cela.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Pourtant, les adversaires en question sont du calibre à sérieusement inquiéter un secrétaire général de l'ex-parti unique. Il s'agit en effet de deux des plus anciens ténors du parti, en l'occurrence l'ancien ministre Abderrahmane Belayat et l'ancien secrétaire général, ancien président de l'Assemblée et ancien chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem. Deux hommes qui ont une parfaite connaissance des arcanes de la maison FLN et qui, chacun, draine de milliers de partisans parmi la base.

N'empêche, Ammar Saâdani, disparu des radars depuis mai dernier, n'a pas daigné donner la réplique. Mieux, et selon une source sûre, aucune activité publique n'est à l'ordre du jour de l'agenda officiel du secrétaire général. Même après son retour de son long voyage à l'étranger, Saâdani ne se rend même pas au siège du parti à Hydra laissant même le soin à l'autre ténor du FLN, Ahmed Boumechdi de gérer les affaires courantes ! Depuis sa «brutale» intrusion à la tête du parti fin août 2013, Ammar Saâdani a fini par habituer ses proches à ce nouveau genre de gestion, vraiment unique dans l'histoire du parti.

Même du temps où ce dernier était dirigé par de hauts responsables en exercice, comme c'était le cas de Abdelaziz Belkhadem, de Ali Benflis le secrétaire général du FLN se rend régulièrement à son bureau, ne serait-ce que les week-end ou en fin de journée. Sans parler des secrétaires généraux à plein temps, comme l'est Saâdani actuellement à l'image de Boualem Benhamouda et de feu Abdelhamid Mehri qui, eux, y habitaient pratiquement ! Qu'est-ce qui explique alors ce détachement permanent de Saâdani qui est pourtant à la tête d'un parti dont

les secousses, les manœuvres, les coups de théâtre, les répliques immédiates de toute agitation en haut lieu sont légendaires ? Une énigme qui, pourtant, reste d'une effarante explication.

Ammar Saâdani le sait mieux que quiconque : prendre la tête du FLN ou la quitter, ne dépend d'aucune espèce d'élection, nécessitant une présence physique de tous les instants, un contrôle permanent de l'appareil, la maîtrise des différents courants et clans qui le traverse, etc. Non, à ce poste là, on y est désigné comme pour une institution ordinaire, un ministère ou un grand corps de l'Etat, ne manquant effectivement que la for-

malisation par décret présidentiel en bonne et due forme ! Et encore ! Sous Bouteflika, c'est davantage évident.

L'homme s'est imposé président du parti, un président plein et non pas honorifique, depuis 2005, disposant des prérogatives essentielles en vertu même des statuts. La manifestation la plus éclatante de cette domination écrasante de Abdelaziz Bouteflika sur le parti, reste incontestablement le fameux communiqué de la Présidence de la République de l'été 2014 à travers lequel le locataire du palais d'El Mouradia prononçait une véritable exécution politique de l'ancien chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, allant jusqu'à ordonner, dans le même communiqué, à Ammar Saâdani de prendre «toutes les dispositions nécessaires» pour l'exclure de toutes les structures du parti ! Depuis pratiquement l'été 2013, et le coup de force dévastateur de Bouteflika pour imposer le quadri-



Photo : Samir Sid

**Saâdani ne daigne même pas donner la réplique.**

me mandat, jamais la décision politique en Algérie n'a été aussi concentrée et ce, depuis l'indépendance !

Le quatrième mandat et le départ du général Toufik du pouvoir, le 13 septembre 2015 font que tous les pouvoirs, absolument tous, sont désormais concentrés à

El Mouradia, ou, plus exactement à... Sidi Fredj et Zeralda, lieux respectifs de résidence et de travail de Abdelaziz Bouteflika. C'est donc de là que tout se décide, y compris pour le sort de Saâdani ou de ses opposants. Ce qui rend les choses plus simples...

**K. A.**

## TOUT EN SE MAINTENANT AU SEIN DE L'ICSO

# Islah quitte le pôle des forces du changement

**Le mouvement Islah quitte le pôle des forces du changement tout en maintenant sa place au sein de l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition, appelée à explorer d'autres méthodes de lutte.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - C'est ce que le secrétaire général du mouvement a annoncé, hier mercredi, lors d'une conférence de presse.

Fillali Ghouini n'a pas cru utile de s'étaler sur les raisons de ce retrait du pôle que coordonne le président du parti des Avant-gardes des libertés, Ali Benflis.

Pour le conférencier, l'opposition en général et l'Icso en particulier, qui se réunira prochainement, se doit de faire son autocritique, l'invitant à explorer d'autres leviers de lutte, dont celui de peser de tout son poids pour faire reculer, selon lui, le gouvernement, au sujet du projet de loi portant régime électoral que le sénat a adopté la veille.

Ceci, bien entendu, avant que ledit texte ne soit promulgué. Un projet de loi qui, explique



Photo : NewPress

**Fillali Ghouini, SG d'El Islah.**

Ghouini, s'il est maintenu dans sa version actuelle, consacrerait la fermeture de l'opération électorale et politique. Et au secrétaire général du mouvement islah d'appeler, une fois

de plus, à un dialogue le plus large possible et sans exclusive, à l'effet d'arriver à un consensus politique national. Il n'a, cependant, soufflé aucun mot sur la dissidence menée ces derniers temps par des cadres du parti dont notamment l'ancien secrétaire général Mohamed Djahid Younsi.

Des cadres qui, par ailleurs, ont été liquidés par Ghouini, les remplaçant, pour quatre d'entre eux, dit-on, au bureau national par des ex-militants du parti dissous.

Pour rappel, le pôle des forces du changement a été constitué à l'occasion de l'élection présidentielle d'avril 2014 autour du candidat Ali Benflis.

Il est constitué, outre du parti des Avant-gardes des libertés que créera plus tard l'ex-chef de gouvernement, d'autres partis et personnalités nationales à l'image du parti de Benbaibèche et de Abdelaziz Rahabi.

Un pôle dont des petits partis comme ceux de Djamel Benabdeslam et Naïma Salhi ont claqué les portes il y a longtemps.

**M. K.**

## APRÈS LES DERNIERS CHANGEMENTS DANS LE SECTEUR DE LA JUSTICE

# Les élections en point de mire

**A quoi obéissent les changements opérés il y a quelques jours dans le corps de la magistrature ? C'est la question que se posent certains observateurs. Si pour certains, le changement en question fait partie d'une procédure interne à l'institution judiciaire, pour d'autres, ce changement cadre avec les nouvelles dispositions nées de la dernière révision constitutionnelle.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon un communiqué de la présidence de la République, le changement opéré dans le corps de la magistrature est conforme aux lois en vigueur. «Conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution et de l'article 49 de la loi organique n° 04-11 du 21 Rajab 1425, correspondant au 6 septembre 2004, portant statut de la Magistrature, Son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de

la République, Président du Conseil supérieur de la magistrature, a procédé ce jour à un mouvement dans le corps de la Magistrature», lit-on dans le communiqué.

A la lecture du communiqué, il est important de relever les changements en question qui ont notamment touché les cours situées dans les grandes agglomérations à l'instar d'Alger, de Annaba, de Batna, de Blida, ou encore de Ouargla et de Béjaïa.

Autre remarque : Ce même changement a touché des cours à l'image d'Alger qui ont connu un changement dans le cadre d'une opération partielle. Selon des sources très au fait de la question judiciaire, en procédant au remplacement à la tête des cours et des parquets généraux, la présidence de la République voulait, sans aucun doute, insuffler une nouvelle dynamique au secteur de la justice, d'autant plus que l'année 2017 est considérée comme une année charnière pour la mise en application des nouvelles réformes politiques nées de la dernière révision constitutionnelle.

Il est à rappeler que l'année prochaine sera marquée par la tenue de deux importantes échéances électorales, en l'occurrence les élections locales et légis-

latives. Cette dernière se tiendra en mai et les locales en novembre de la même année. Sur un autre plan, des observateurs de la question judiciaire n'excluent pas que d'autres changements interviendront dès l'entrée sociale et politique prochaine et qui toucheront notamment les tribunaux.

L'autre question que se posent ces mêmes observateurs est celle de savoir si «contrairement aux trois dernières années, la présidence de la République procédera à l'ouverture de l'année judiciaire». Des sources proches du département de la justice considèrent pour leur part que «tous les changements qui interviennent dans le secteur de la justice rentrent dans le cadre des réformes engagées dans le secteur». Une idée déjà évoquée par le ministre de la

Justice et Garde des sceaux, lors de sa dernière sortie médiatique.

Selon Tayeb Louh, son département s'attelle à préparer une série de réformes dans le secteur pour renforcer la confiance entre la justice et le justiciable. Il a cité notamment le projet de loi portant création du Conseil national des droits de l'Homme ou encore les réformes devant toucher les tribunaux correctionnels et criminels.

«Des études sont entreprises pour dépenaliser certains délits traités auparavant par le tribunal criminel. De même que des études sont menées pour désigner trois juges au niveau de chaque tribunal correctionnel au lieu d'un, actuellement, afin de réduire la pression sur ces juridictions», avait en outre, indiqué le ministre.

**A. B.**